

L'ÉCONOMIE SOCIALE EN MOUVEMENT

CAHIER
D'INFORMATION

produit par:



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE



POUR DES ÉCHANGES LIBRES ET ÉQUITABLES

L'économie sociale au-delà des frontières

« Pour mondialiser autrement, il faut apporter des preuves que des alternatives économiques et sociales existent » avance Michel Séguin, directeur général du Réseau des Ressourceries du Québec.

Dans ce sens, les rencontres internationales sont de véritables catalyseurs qui permettent à des gens de partout de réaliser qu'ils ont non seulement des objectifs communs, mais aussi qu'ils partagent les mêmes réalités.

Des idées à revendre et des expertises à échanger : tout est alors en place pour développer des partenariats.

RETOMBÉES, DÉFIS ET POLITIQUE PUBLIQUES

Les retombées des échanges internationaux se situent à trois niveaux : politiques, culturelles et enfin construction de réseaux de solidarités des sociétés civiles. En matière politique, le positionnement des entreprises d'économie sociale devient de plus en plus important aux yeux des gouvernements. « Les rencontres internationales contribuent à rendre plus visible l'économie sociale et viennent démontrer qu'il existe autre chose que les multinationales et les entreprises néo-libérales. En fait, avec des entreprises qui deviennent de véritables institutions internationales, comme l'Alliance de coopération internationale et le Mouvement Desjardins, les grandes institutions doivent à présent reconnaître qu'il n'y a pas que l'économie de marché » soutient Louis Favreau, du Groupe d'économie solidaire du Québec.

Viennent ensuite les retombées culturelles où se créent de véritables passerelles Nord-Sud autour de projets qui illustrent bien les adaptations issues des maillages culturels : l'organisation par le développement communautaire des bidonvilles du Pérou ou l'importation des cuisines collectives péruviennes en sont des exemples probants. Tout comme la démarche amorcée par les

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

organismes nationaux de loisir touristique et de plein air au Québec et en France, qui, préoccupés par la question de l'accessibilité aux loisirs et aux vacances, ont convenu de maintenir des échanges visant l'implantation au Québec d'une formule telle que le chèque-vacances déjà en vigueur en France.

Finalement, le réseautage, instrument de la globalisation des solidarités : un élément devenu essentiel et systématique. « Les forums c'est avant tout le moment de créer des liens, beaucoup de liens. Pour faire face à une situation qui dépassent les frontières il faut un réseau aussi vaste, à l'image de la mondialisation et des accords qu'ils s'agissent de la ZLÉA ou de l'ALÉNA » affirme Gabrielle Pelletier du Regroupement québécois des groupes en environnement.

Défis

Comme conditions, « il va falloir impliquer davantage les agences de développement comme l'Agence canadienne de développement international dans ce type de coopération » expose



À quand un chèque-vacances au Québec comme il en existe déjà en France?

Nancy Neamtan présidente du Chantier de l'économie sociale.

Les disparités culturelles impliquent aussi de prévoir un temps pour définir et s'entendre sur les concepts fondamentaux des problématiques. Élise Tessier du Réseau d'investissement social du Québec nous rapporte une anecdote. « Pour l'entente France-Québec, il a fallu s'entendre sur la simple signification de l'économie sociale, la notion de coaching ou des outils de financement propre au domaine de l'économie sociale. Ça nous a demandé quelques efforts terminologiques... »

Politiques publiques

Pour définir des balises internationales, pour permettre une accessibilité aux capitaux ➡

Le ministère de l'Industrie et du Commerce
partenaire des entreprises d'économie sociale

www.mic.gouv.qc.ca

Industrie
et Commerce
Québec

L'ENVIRONNEMENT, À DÉFENDRE

« **L'environnement** n'a pas de frontière » lance Gabrielle Pelletier du Regroupement québécois des groupes en environnement, un secteur où se transigent plusieurs idées et où l'export-import va bon train en matière d'échanges internationaux.

Et force est de constater que l'approche écologiste est partagée. Après le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre et le Sommet de la terre de Rio de Janeiro, l'attention a été canalisée sur l'importance de faire plus pour protéger l'environnement. Malheureusement, le bilan n'est pas très positif. Malgré les efforts, on accuse un recul important, avec pour statistiques québécoises 20 tonnes de déchets produits à la minutes!

Cette situation incombe en partie aux conventions trop permissives et sans mordant. « À travers les rencontres internationales, nous en sommes venus au gré des discussions à conclure qu'il faut une relève de l'ONU en terme de surveillance des conventions, mais aussi des balises internationales plus fortes... ensuite, il faudra que les pays signent et ce, sans abaisser les normes pour plaire à tout le monde et ainsi diluer les protocoles, comme ce fut le cas pour Kyoto » lance d'un trait Gabrielle Pelletier.

➡ ou simplement pour aller chercher un appui politique autour d'un enjeu précis, les politiques gouvernementales sont scrutées à la loupe et les ouvertures à l'étranger sont des inspirations et des arguments de plus en faveur des entreprises d'économie solidaire de partout.

D'ailleurs, même au sein des instances gouvernementales, la reconnaissance du domaine de l'économie sociale a beaucoup avancé. En effet, plusieurs États « se donnent des ministres responsables de l'économie solidaire » affirme la présidente du Chantier de l'économie sociale Nancy Neamtan. Les



Échange Québec / Chili entre Action RE-buts et le Conseil écologique de San Francisco.

Des petits pas encourageants

Depuis octobre 2000, le Réseau des Ressourceries du Québec réalise un projet de coopération avec les recycleries françaises. Alors qu'au Québec, l'expertise des ressourceries se traduit par une longueur d'avance au chapitre de la mise en marché, de l'éducation et de la sensibilisation, les Français ont su parfaire l'étape de la collecte et des arrimages avec les instances du monde municipal. « La

nouvelles politiques publiques supportant l'économie sociale viennent démontrer que c'est possible d'agir autrement. Les gouvernements s'inspirent ainsi mutuellement des politiques développées dans les autres pays.

Plus encore, tout le contexte de la mondialisation a accéléré le développement d'alternatives pour une mondialisation des solidarités. « Si le commerce équitable est encore marginal, il avance tout de même en termes d'efficacité économique et vient présenter concrètement qu'il y a d'autres formes de commerces. Et ça c'est très puissant » soutient Louis Favreau.

PLANÉTAIRE

plupart de nos ressourceries fonctionnent selon le principe de la collecte volontaire, alors qu'en France, il existe par exemple une recyclerie collée à un éco-centre. Une réalité très intéressante qui permet déjà d'effectuer un certain tri » lance Michel Séguin, non sans sous-entendre son intérêt pour une éventuelle implantation du genre en sol québécois.

En novembre 2001, la Belgique s'est ajoutée à ce partenariat, un apport important au projet, comme l'explique Michel Séguin : « Elle (la Belgique) a relevé le défi d'élargir la responsabilité des producteurs en leur faisant payer leur part des déchets par des suppléments versés lors d'achats de certains biens ».

Déjà, ce qui avait tant séduit du modèle belge commence à faire boule de neige au

FINANCES DES PROJETS

Le projet PAFOUS (Partenaires de l'analyse financière pour des outils solidaires), illustre bien le potentiel des échanges à l'étranger. Signée en mars 2001, l'entente est un projet de deux ans visant à effectuer des transferts d'expertises et d'outils relatifs à l'évaluation de la rentabilité sociale et financière des projets d'économie sociale.

Un portail internet contenant une série de huit vidéoconférences et un coffre à outils permettra aux partenaires et à l'ensemble des acteurs de l'économie sociale et solidaire de part et d'autres de l'Atlantique d'obtenir des pistes supplémentaires pour soutenir le développement des entreprises.

REMENT



Projet de sensibilisation et d'information du recyclage, Action RE-buts et un groupe de Santiago Québec / Chili.

Un système similaire est également en place pour la peinture. Ces sommes sont par la suite investies dans des programmes de récupération et de recyclage.

Par le biais notamment de stages d'employés, les partenaires de part et d'autres « ont réussi à enrichir ce qui se fait ici, comme les conditions de travail, et développer l'éducation et la sensibilisation de l'autre côté » précise Michel Séguin.

S : PROJETS PAS FOUS DU TOUT

« Les échanges internationaux sont la voie de l'avenir. On regarde ce qui se fait ailleurs et ça nous évite de devoir réinventer le bouton à quatre trous... on prend des raccourcis » commente Élise Tessier du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ).

Une première vidéoconférence vient d'être réalisée et apporte un pronostic prometteur. La thématique abordée pour ce premier rendez-vous portait sur les méthodes et grilles d'accompagnement des porteurs de projets. Pour les groupes comme le RISQ, l'appui aux entreprises d'économie sociales pour l'accès au crédit passe par l'évaluation des besoins et de la stratégie d'accompagnement. Les Européens ont en réserve plusieurs approches en ce sens, incluant l'identification des éléments déterminants pour l'évaluation financière.

EN MARGE DES OFFICIELS DE PORTO ALEGRE

LES JEUNES DU MONDE S'OUVRENT À L'ÉCONOMIE SOCIALE

Abdirahman Ahmed du groupe Salami était de la délégation jeunesse québécoise à Porto Alegre, où non moins de 20 000 jeunes se sont rassemblés au campement jeunesse. De son propre aveu, le ton employé dans les échanges était beaucoup plus radical, comparativement aux discussions des forums côtoyés par l'ensemble des participants.

Parmi les différents aspects traités sur l'un des sites les plus fréquentés du campement jeunesse, le Laboratoire des résistances globales : les stratégies et les types d'action, l'importance de l'information alternative et les logiciels libres (comme Internet) pour permettre l'utilisation par un plus grand nombre de gens des technologies concentrées au Nord notamment pour généraliser la lutte à la mondialisation excessive et aux lois qui portent atteintes aux libertés civiles, omniprésentes depuis les événements du 11 septembre 2001.

La question des différentes formes d'économies solidaires a aussi occupé beaucoup d'espace. « Des pratiques comme le commerce équitable se développent partout dans le monde pour muscler l'agir local, la prise en charge dans le respect de l'environnement et de la démocratie » soutien Abdirahman Ahmed. Convaincus des bienfaits de cette économie parallèle au marché dominant, les jeunes concluent « qu'il est grand temps pour l'économie sociale de sortir du placard ».

« En quittant Montréal nous n'avions qu'un seul discours très idéaliste. À Porto Alegre, nous avons trouvé un vrai rafraîchissement qui nous a permis de voir les projets mis en place partout et représentant de véritables alternatives concrètes au discours anti-mondialisation, comme le micro-crédit et la réappropriation des ressources ».

DES ENTENTES SIGNÉES, DU CONCRET POUR L'AVENIR

La reconnaissance des pratiques en économie sociale au Québec a permis la réalisation de la première coopération triangulaire en économie sociale et solidaire. « On a fait un pas important en revenant avec une signature France-Québec pour un accord bilatéral »



« d'ouverture à l'endroit des pays tiers du Sud », affirme Gérard Larose, président du Groupe d'économie solidaire du Québec, dont le rôle est de structurer les efforts de coopération internationale et de venir en appui aux diverses entreprises d'économie sociale dans le développement de leurs mandats internationaux.

Cette entente lie par un accord de coopération l'État du Rio Grande do Sul du Brésil et les gouvernements français et québécois, ce dernier étant représenté par la ministre Louise Beaudoin. Concrètement, l'entente mènera à divers transferts de connaissances, d'expertises et de technologies dans le but de faciliter la vente de biens et de services, selon le principe du commerce équitable. Une situation qui permettra un nouvel essor, une nouvelle saveur commerciale au concept lancé par la commercialisation équitable du café, mise sur pied il y a déjà quelques années.

Une seconde entente a vu le jour : le projet Rio Grande do Sul et Québec en économie solidaire. Cette collaboration Brésil-Québec lie l'Agence de développement solidaire et la grande centrale syndicale brésilienne au Chantier de l'économie sociale et à la Confédération des Syndicats Nationaux. L'objectif :

permettre un partage d'expériences concrètes et l'approfondissement des pratiques respectives. Il va sans dire que cette coopération aura également pour finalité d'influencer le mouvement syndical d'ici. « Le développement du financement solidaire et le rendement social font partie d'un débat qui fait son chemin et qui donne une cohésion à tout notre mouvement » soutient Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l'économie sociale.



À Porto Alegre, signature d'une entente tripartite de collaboration dans le développement de l'économie solidaire entre Remigio Todeschini de la CUT, la centrale syndicale des travailleurs du Brésil, Marc Laviolette de la CSN et Nancy Neamtan du Chantier l'économie sociale. Également sur la photo, Jean-François Aubin du Chantier, surnommé le "Pape de l'économie sociale" pour ses talents de polyglotte!

Quelques rendez-vous solidaires dans le monde

9-12 mai 2002 : ICA, International Research Conference, « Local Society and Global Economy : The role of Co-operatives », Naoussa, Thessaloniki, Grèce.

13-14 mai 2002 : 70^{ème} congrès de l'ACFAS, Économie sociale, publique et coopérative, Université Laval, Québec.

28-31 mai 2002 : *Rendez-vous Montréal 2002*, les initiatives de la société civile en matière de reconversion industrielle.

26 août 2002 : Sommet de la terre, Joanesbourg, Afrique du Sud.

21-26 octobre 2002 : Deuxième édition de la Semaine de réduction des déchets. Collaboration France-Québec.

9-11 décembre 2002 : Colloque Économie sociale et développement local, Grenoble, France

31 janv-5 février 2003 : Forum Social Montréal, à l'Université de Montréal, en complémentarité au FSM de Porto Alegre de 2002,

2005 : Troisième Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, Dakar, Sénégal

Ce cahier d'information de quatre pages traitant du développement de l'économie sociale au Québec est édité conjointement sous l'entière et seule responsabilité des trois organisations suivantes :



Le Chantier de l'économie sociale est une organisation autonome et permanente visant la promotion et le développement de l'économie sociale. Le Chantier est une corporation à but non lucratif regroupant les grands mouvements sociaux, les acteurs du développement local et les promoteurs d'entreprises d'économie sociale.



Le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC), organisme à but non lucratif, vise à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies de développement et de formation à l'intention de la main-d'œuvre et des entreprises et organismes du secteur, en favorisant et en consolidant la concertation et le partenariat. Le CSMO-ÉSAC est financé par Emploi-Québec.



Le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) est un fonds de capital de risque à but non lucratif qui a pour mission de rendre accessible un financement adapté à la réalité des entreprises d'économie sociale. Il vise à soutenir l'essor des entreprises collectives par l'injection de capital de connivence servant de levier financier pour la réalisation de leurs projets.

Les bureaux de ces trois organisations sont situés à Montréal. On peut les contacter aux numéros de téléphone suivants :

Chantier : (514) 899-9916
CSMO-ÉSAC : (514) 259-7714
RISQ : (514) 281-2355

Ligne sans frais commune pour les trois organismes : 1-888-251-3255

Production de ce cahier : Carine Guidicelli, Louise Lafortune, Lise Millette et Jean Robitaille.

Graphisme : Composition Fleur de Lysée.

Ce cahier d'information est publié six fois par année et inséré à 100 000 exemplaires dans chaque édition du magazine *Recto Verso*. Les coûts d'achat de cet espace sont assumés par ces trois organisations et leurs commanditaires.

FONDATION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI

**La Caisse d'économie
Desjardins des Travailleuses
et Travailleurs (Québec)**